



Compte rendu du CHSCT du 9 octobre 2017

Évreux, le 16 octobre 2017

Après la lecture des liminaires de Solidaires Finances, de la CGT et de FO, le président a ouvert la séance à 10h.

En réponse à la liminaire de Solidaires Finances, le président a précisé qu'il était aussi attaché que nous au contenu et aux missions du CHSCT. Pour lui, même si le cadre ou le nom évolue, l'essentiel est de garder l'esprit et le rôle de l'instance. Il faut être vigilant sur le champ d'action de la future structure s'il y a. Le plus important est de garder la volonté de faire les choses.

Selon le président, la DG n'a aucune volonté de faire marche arrière sur le sujet des conditions de travail. Il a acquiescé sur le fait que les moyens n'ont pas forcément été à la hauteur des ambitions, mais sur l'aspect politique des Conditions de vie au travail dans un contexte évolutif comme aujourd'hui, on ne lèvera pas le pied.

Pour lui, au contraire, il est possible qu'on mette un peu d'argent sur la table. Sur le sentiment de perte de sens du travail, il a acquiescé, « oui, on ne travaille plus comme il y a quelques années, et l'on ne suit plus les dossiers de A à Z. Dont acte... Il ajoute qu'il y a, à présent, des campagnes sérieuses, et ce principe de campagne s'introduit dans les SIE. En SIE, il y avait une approche individuelle des dossiers. Ceci n'est plus possible aujourd'hui, mais il y a quand même des motifs de satisfactions. De plus, les outils ne permettent plus de travailler comme avant. « Il faut suivre le sens de l'histoire, sinon on va mourir... »

Il nous a précisé que pour lui l'interlocuteur unique a été une fiction, et il n'a jamais existé dans la réalité des faits. L'interlocuteur unique, c'est le service. Sur tous ces sujets, il dit comprendre le ressenti des agents, mais n'a pas de solution...

Sur l'ASR, il admet en être pleinement responsable. Oui, il y aura des augmentations de distance domicile-travail pour les collègues et on traitera au mieux les garanties à résidence. À Verneuil-sur-Avre et à Bernay, une antenne sera installée jusqu'à « évaporation » naturelle des collègues. La charge globale restant la même, elle sera gérée de manière extrêmement fine en fonction des effectifs. Au niveau du management, il y aura plus de travail.

Sur la concentration des missions hospitalières, toutes les comptabilités M21 seront en poste unique. Pour les M22, c'est moins simple de les concentrer, et par conséquent la direction prend encore le temps de la réflexion. S'il faut garder les M22 dans les trésoreries SPL, ce n'est pas un problème pour le Président-DDFiP.

Celui ci nous a confirmé que la DG avait donné son accord pour intégrer les MSAP (Maisons de Services au Public).

1) Approbation du PV du 20 juillet 2017

Devant l'opposition de certains représentants du personnel en désaccord avec le PV, Solidaires Finances s'est abstenue lors de ce vote.

2) Avis du CHSCT sur l'ASR 2018

Conformément à la réglementation, le CHSCT a écrit un avis sur chaque fiche d'impact qui était soumise à la discussion. Nous avons regretté le manque de documents et de plans qui nous auraient permis de construire un avis plus motivé et plus près de la future réalité des services. Lors du débat le Président a donné des précisions sur différents points :

- Au sujet de l'organisation et des travaux touchant le CFP d'Évreux Sud, de nombreux points sont encore en réflexion, par exemple sur la zone d'accueil dont l'agencement définitif n'est pas encore arrêté.

- Au niveau des SIE, un travail sera fait afin de réduire le nombre d'armoires ainsi qu'un tri dans la documentation afin de se rapprocher de ce qui se fait dans les autres SIE du département. Une partie de la documentation basculera ainsi au sous-sol.

- Pour le CDiF, rien n'est tranché. Il apparaît assez logique pour le président de mettre les secteurs fonciers près du SIP. En effet, dans une hypothèse non nulle d'une fusion SIP-CDiF, on éviterait ainsi aux collègues un nouveau déménagement. « On prépare l'avenir sur le sujet ».

- Pour le transfert des PCE PCR, cela se fera au 1er septembre 2018. De toute façon, la DDFiP n'a pas les moyens de financer les travaux pour l'instant.

- Le président a confirmé que si la fusion des SIP était validée par la DG, elle aurait lieu au 1^{er} janvier 2018, pour des raisons comptables, et afin qu'au basculement de la campagne ILIAD tous les agents soient bien installés.

- Le président est revenu sur les antennes SIE à Bernay et à Verneuil :

Lors des réunions sur site, les grandes lignes ont été données. Il n'y aura pas d'IS et pas d'accueil dans les antennes. Celui-ci aura lieu à Évreux sur RDV. « Les deux antennes ne seront pas une sous équipe !! » La direction aura le souci de maintenir leurs compétences. L'organisation concrète se fera en fonction de la disponibilité des agents. Par contre, ces antennes sont par définition non pérennes, et n'existeront donc pas au TAGERFIP. Ceci serait trop compliqué à gérer en termes de RH. Solidaires Finances dénoncé le fait que la DG sera sûrement amenée à geler des postes vacants sur Pont-Audemer et sur Évreux lors des mouvements de mutation... Le président a rétorqué que les bureaux chargés des mutations savaient le faire...

Cela risque quand même de provoquer des frictions lors des CAP nationales, enfin tant qu'elles existent...

- Sur la future zone d'accueil d'Évreux Sud, le sujet est toujours en cours de réflexion. L'objectif est de faire que le public reste dans le hall. Ainsi, un contrôle d'accès sera mis en place avant l'escalier.

- Au sujet de notre présence dans les MSAP, Solidaires Finances a redit au Président, que pour nous il y avait deux solutions : ou il y a un réel besoin et on laisse la trésorerie, ou il n'y a pas de demande et dans ce cas on ne fait pas déplacer des collègues pour « rien... ». Pour le président, il y a un besoin de service de proximité, et il est trop tôt pour faire un bilan des MSAP. Toutefois, il est clair que l'on doit aborder le service public de manière différente aujourd'hui.

- Concernant les brigades et le PCE, le président nous a confirmé qu'un dispositif provisoire avait été mis en place afin de faciliter la formation et le monitorat d'un nouveau chef de service. Il s'agit d'un dispositif transitoire qui pourra, de plus, favoriser une meilleure relation entre PCE et brigade.

- Sur le déménagement de la trésorerie hospitalière, la direction a donné congé des locaux à compter du 1^{er} mars 2018. Un déménagement la dernière quinzaine de février est donc envisagé. Solidaires Finances est revenu sur cette problématique, car ce déménagement va toucher des collègues ayant de forts problèmes de mobilité et travaillant actuellement dans cette structure. La direction doit s'emparer au plus tôt de ce dossier qui avait visiblement été zappé...

Le président a ajouté qu'à ce jour l'ASR n'avait pas été validée par la DG.

Vous trouverez en pièce jointe l'avis du CHSCT approuvé par l'ensemble des représentants des personnels.

3) Avis du CHSCT sur le déménagement de la DIRCOFI

Devant l'absence de plan présenté, le CHSCT n'a pu émettre un avis sur le sujet, même si l'installation des collègues de la DIRCOFI à la cité administrative ne semble pas poser de problème majeur. Reste à valider l'intervention de déménageurs professionnels pour l'armoire forte.

4) Point sur les travaux dans le département

A la cité administrative, la direction est en phase de réception et de conclusion des aménagements. Il reste l'accès handicapé à réaliser dans le hall d'accueil. Le président nous a confirmé le principe du futur déménagement de la trésorerie de Vernon vers le CFP, mais pas de date pour l'instant .

Une réflexion est en cours afin d'optimiser les surfaces d'archivage de Verneuil, pour notamment désencombrer le sous-sol d'Évreux Sud.

À l'hôpital, un système de régie « étendue » sera mis en place afin que les patients puissent régler leurs frais hospitaliers à l'hôpital.

Sur l'ensemble de ces sujets, Solidaires Finances a demandé à ce que les agents et tous les acteurs de prévention soient associés et consultés le plus en amont possible de chaque réorganisation ou déménagement.

5) Point sur la cellule d'écoute des Andelys

Pour le président, cette cellule d'écoute n'est pas un sujet CHSCT. Il nous a affirmé avoir recherché une solution de médiation devant les tensions qui étaient présentes dans le service, afin que les gens puissent verbaliser leur ressenti.

Suite à une visite du médecin de prévention et de l'ISST, plusieurs remarques ont été faites. Un recouvrement éclaté entre le premier étage et le RDC, un poste de travail caisse non ergonomique, une pièce d'archive avec des armoires trop serrées et des problèmes phoniques importants sur le nouveau plateau .

Solidaires Finances est revenu sur le sujet de l'équipe recouvrement du SIP des Andelys, et sur le besoin d'aide et de formation (type plan d'action /renfort) qu'il va falloir absolument prévoir, qui plus est avec l'absorption à venir du recouvrement de l'impôt de la trésorerie de l'Andelle.

Après notre intervention, le président a acté le fait qu'un groupe de travail Pôle Pilotage et Ressources soit mis en place. Celui-ci disposera des éléments de la cellule d'écoute, des rapports du médecin de prévention et de l'ISST et fera le point sur les mesures à prendre et prévues. Un point sur ce dispositif sera fait au prochain CHSCT.

6) Point sur la note du 6 juin 2017 sur l'amiante dans les bâtiments

Suite à la diffusion de la note du 6 juin 2017, l'assistant de prévention a fait un point sur la signalétique amiante et sur les Diagnostics Techniques Amiante (DTA) dans le département. Au niveau des locaux domaniaux, la signalétique comme les DTA sont à jour. Il reste en suspens les DTA pour les locaux en location. En effet, la législation n'impose une mise à jour des dossiers amiante qu'à partir de 2021 pour ces derniers. Le CHSCT va donc réfléchir à la possibilité de se substituer au propriétaire dans la mise à jour du DTA pour des cas bien précis.

7) Point sur le Budget et présentation du budget 2017

L'assistant de prévention nous a présenté le budget, ainsi que la somme restant à dépenser pour cette année. Le CHSCT a validé l'achat d'un fauteuil ergonomique proposé par le médecin de prévention, divers matériels de protection individuelle et un renouvellement d'extincteur sur le site de Louviers.

8) Suivi des avis et proposition du CHSCT :

La sécurisation de la porte de la trésorerie de Pacy-sur-Eure a été effectuée par les agents de service, ainsi que son isolation. À Brionne, la SILOGE a refusé de changer l'intégralité de la moquette, seulement la partie abîmée par le dégât des eaux. Une remise à jour totale du sol devrait être faite courant 2018 par les agents de la direction. Au CFP Évreux Sud, aucune avancée sur le sujet de la création de nouvelle place de parking, sujet qui va pourtant devenir prégnant avec l'installation de nouveaux services.

9) Examen des registres Santé et Sécurité au Travail :

Peu de nouveautés sur le registre Santé et Sécurité au Travail. À la trésorerie du Neubourg, le portail d'entrée sera repris courant 2018 en régie afin de changer son sens d'ouverture.

10) Analyse des fiches de signalement, accident de service et maladie professionnelle :

L'Assistant de Prévention (AP) nous a présenté l'ensemble des fiches de signalement émises depuis le dernier CHSCT. Il s'agit dans la grande majorité de fiches rédigées suite à des agressions ou à des menaces faites par des contribuables. Rappelons ici que, quel que soit le grief ou la problématique portée par ces derniers, un comportement menaçant ou agressif n'est pas acceptable et doit être signalé. La direction nous a communiqué les courriers qui sont systématiquement envoyés suite aux agressions, et qui n'appellent, en eux-mêmes, aucune remarque particulière.

11) Questions diverses :

Solidaires Finances a demandé à la direction où on en était sur le relogement de la trésorerie de Gisors. Celle-ci est toujours à la recherche d'un local approprié. Pour l'instant, pas de piste.

Nous avons soulevé la problématique de la sous-traitance du ménage et des prestations non réalisées. La Direction doit donc se rapprocher du service du budget.

Selon nos informations, un projet de construction pour la gendarmerie serait en cours avec la Mairie. La Direction doit donc se renseigner afin, si possible, de s'associer au projet. Sous toute réserve.

Enfin nous avons relancé sur l'entretien du caniveau de la porte d'entrée de la trésorerie et du nettoyage de l'extérieur. L'administration a pris note, affaire à suivre...

En l'absence d'autres questions diverses, le président a clôturé la séance à 17h.